" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus

www.jda.ci

Journal d'Abidjan

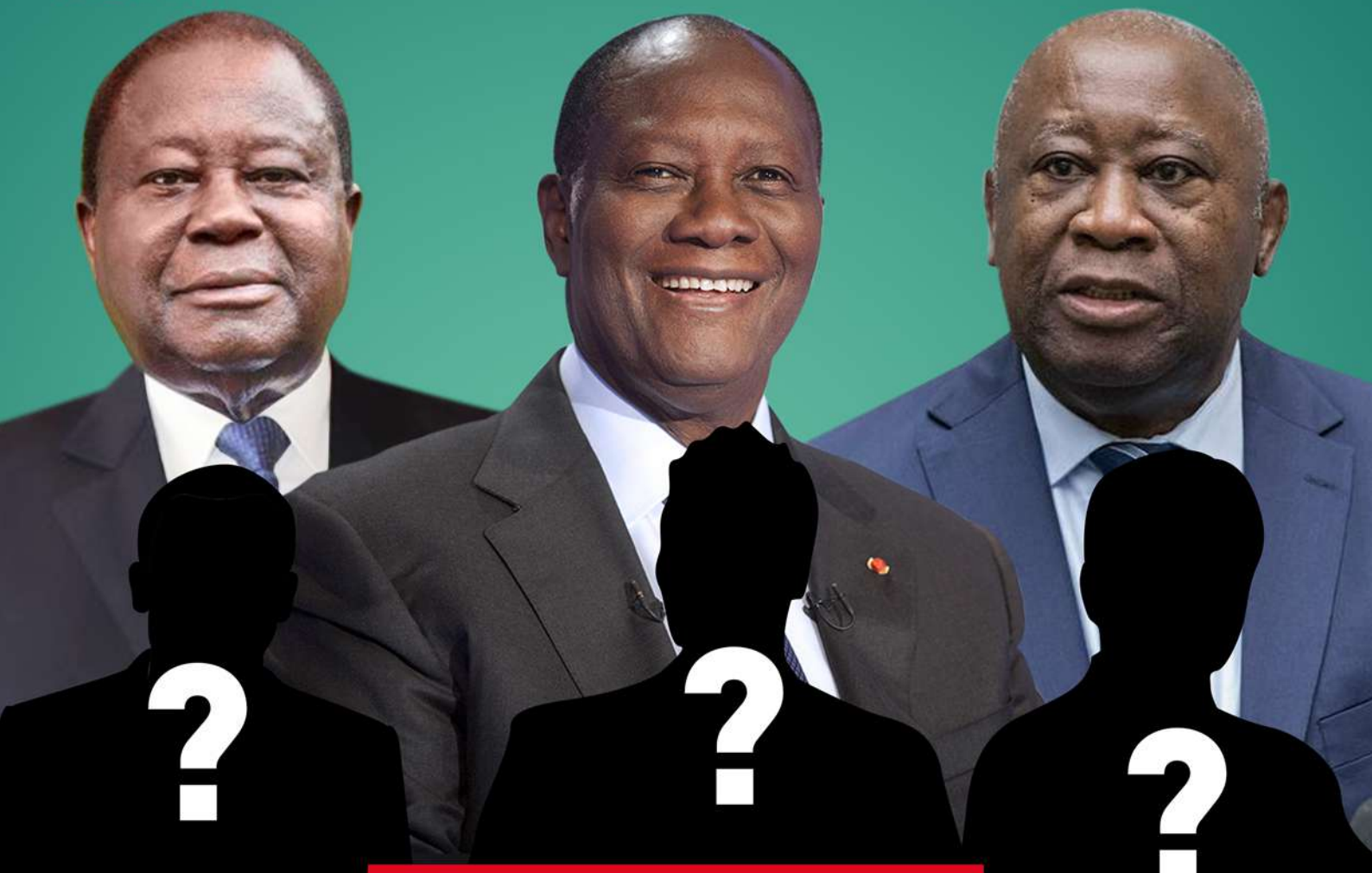
L'hebdo

N°272 du 16 au 22 septembre 2021

MONNAIE
LE NAIRA ET LE CEDI DÉVISSENT FACE AU CFA

SIMONE GBAGBO
À QUITTE OU DOUBLE

SITUATION DES HANDICAPÉS
LE BILAN À LA LOUPE



RETRAITE POLITIQUE

DEMAIN N'EST PAS LA VEILLE

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Face à la pression des autres générations à prendre le flambeau, l'on assiste à une résistance des plus anciens qui n'entendent pas pour autant prendre leur retraite de sitôt.

ÉDITO

Imposer le pass sanitaire ?

On n'en finira pas de sitôt avec les polémiques autour de la Covid-19. Les partisans de la thèse du complot ne faiblissent pas. Malgré les campagnes de sensibilisation pour la vaccination, ils trainent encore le pas. Quand ils n'avancent pas la thèse selon laquelle le vaccin n'empêche pas la maladie, ils estiment que les vaccins anti-Covid détruisent les anticorps et exposent à d'autres maladies. À l'heure où la Côte d'Ivoire connait une augmentation du nombre de cas de Covid-19, la méfiance à l'égard des vaccins est encore vive.

Dans notre pays, en août 2021 112 personnes ont trouvé la mort à cause de la Covid-19. Le taux de positivité est passé à 7% et le seuil d'alerte a connu une hausse en passant de 3% à 5%. Comme si la situation n'était pas assez alarmante, le gouvernement observe l'évolution de l'épidémie avant toute prise de mesures contraignantes. À quel moment le gouvernement imposera-t-il, en plus des mesures de protection déjà en vigueur, le pass sanitaire ? Ce pass qui permet de vérifier le statut vaccinal, le résultat d'un test négatif ou le certificat de rétablissement d'une personne, lui permettant l'accès à un lieu ou événement ? Il faut, à notre avis, imposer le pass sanitaire car cela aura un impact non négligeable dans la lutte contre le coronavirus.

Dans un contexte où il est de plus en plus certain que les populations devront vivre longtemps avec cette maladie, il ne faut plus tergiverser avec les mesures tant que celles-ci peuvent préserver des vies, surtout celles des personnes les plus fragiles. Il ne faut pas attendre que la situation se dégrade davantage. Car ce n'est plus le taux de contaminés qui inquiète, mais de plus en plus le nombre grandissant de morts liées à cette maladie. Il faut agir, et vite.

Eric DIOMANDÉ

Focus

LE CHIFFRE

6,8 millions

Le nombre d'élèves enregistrés pour cette rentrée académique 2021-2022 en Côte d'Ivoire.

ILS ONT DIT...

- « Jeunesse n'est pas source d'intelligence ni de sagesse. La jeunesse n'est pas un programme de société. D'ailleurs, on peut être jeune et être un dictateur. » **Damana Pickass**, Ex-cadre du FPI Le lundi 13 septembre.

- « Tous les efforts de l'Etat en matière d'investissement vise un seul objectif : une école de qualité, d'équité, de mérite et de transparence. » **Mariatou Koné**, ministre de l'éducation national, le mardi 14 septembre.

- Une opération de vérification d'allégations d'extorsion de fonds par des agents de sécurité lors de contrôles routiers nous a permis de recueillir des vidéos montrant des agents de police et de gendarmerie recevant des sommes d'argent des mains d'usagers .» **Epiphanie Zorro ballo**, ministre ivoirien de la Promotion de la bonne gouvernance, du renforcement des capacités et de la lutte contre la corruption.

RENDEZ-VOUS

Samedi 18 septembre 2021 :
Concert Guinée Wontanara au palais de la culture de Treichville.

Samedi 18 septembre 2021 :
Festival de Porc D'Abidjan (FESPA) 3ièm Edition au complexe Jessy Jackson Yopougon.

Samedi 18 septembre 2021 :
Concert de Sidiki Diabaté à Soubré.

Samedi 25 septembre 2021 :
Mawa Traoré, 25ans de Carrière au Palais de la Culture.

UN JOUR UNE DATE

21 SEPTEMBRE 1979 : Destitution de l´empereur Bokassa, au pouvoir en république centrafricaine depuis le 31 décembre 1965.

UP

Venance Konan, journaliste de renom en Côte d'Ivoire, a été élu mardi Président du Conseil d'administration (PCA) de la Société d'Etat Ivoirienne de télédiffusion (IDT).

DOWN

Le début du procès de l'ancien premier ministre de la RDC, **Augustin Matata Ponyo**, a été fixé au 25 octobre 2021. Il est poursuivi pour détournement présumé de deniers publics.

LA PHOTO DE LA SEMAINE

1.428. C'est le nombre de dauphins qui ont été tués pendant la journée du dimanche12 septembre 2021 aux îles Féroé, lors d'une chasse traditionnelle encouragée par le gouvernement.

RETRAITE POLITIQUE : ILLUSION OU RÉALITÉ

La modification de la constitution survenue en 2016 et faisant sauter la limitation d'âge à 75 ans pour être candidat à la présidentielle, remet en jeu tous les leaders de la classe politique. Face à la pression des autres générations à prendre le flambeau, l'on assiste à une résistance des plus anciens qui n'entendent pas pour autant prendre leur retraite de sitôt. Même s'ils reconnaissent avoir des héritiers compétents et aptes à prendre le flambeau, chacun observe les mouvements de l'autre avant de se décider. C'est dans un tel contexte, qu'un groupe de députés, de par la voix de l'un d'entre eux, annonce qu'il déposera en avril prochain un projet de loi visant à fixer un âge pour la retraite politique.

Yvann AFDAL

Les héritiers rongent leur frein.

Après 2020, tous les regards sont désormais tournés vers la présidentielle de 2025. Dans chaque camp, le débat se fait mais l'on garde une marge de manœuvre afin de ne pas heurter ceux qui estiment que leur leader politique (Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara ou Laurent Gbagbo), peut encore prétendre gouverner la Côte d'Ivoire entre 2025 et 2030. Cette fois, la proposition de modification de la constitution ne vient pas de l'exécutif mais plutôt des parlementaires, du moins d'un groupe de députés sous la houlette d'Assalé Tiémoko. Selon ce dernier, à l'ouverture de la session parlementaire d'avril 2022, « un texte de loi d'origine parlementaire portant modification des conditions d'éligibilité à la présidence de la république avec limitation de l'âge à 75 ans et visite médicale, sera sur la table des députés. » Poursuivant, il indique que dans ce texte, il sera clairement affirmé que « l'âge de la retraite politique est fixé à 75 ans plus un jour.» Pour ce parlementaire, cette limitation sera étendue à toutes les fonctions électives et aux fonctions à la tête de toutes les institutions de la république et des conseils d'administration des sociétés publiques. Et celui qui porte ce projet se veut confiant. « Ce texte sera voté par les deux chambres réunies du parlement. » Un projet ambitieux qui devra passer à loupe d'abord de l'exécutif, sûrement des partis politiques et les parlementaires auront le dernier mot. Mais le projet n'est pas anodin. Il intervient dans un contexte où les conditions pour que le Président Alassane Ouattara affronte dans les urnes dans quatre ans, Henri Konan Bédié (PDCI) et Laurent Gbagbo. Une sorte de remake de 2010 que les ivoiriens ne sont pas prêts à revivre.

Ballon d'essai ? Selon le député Assalé Tiémoko « en ce moment précis, l'histoire du pays s'écrit et c'est très souvent les minorités qui font l'histoire. La tendance majoritaire est que les ivoiriens sont fatigués de ses histoires de trois leaders et les députés le savent également. » En mettant ainsi le pied dans le plat, il apporte de l'eau au moulin de ceux qui se rasent en pensant à une passation de flambeau et les met dos à dos avec les conservateurs. En attendant que l'exposé des motifs soit public plusieurs parlementaires, qu'ils soient proches de l'opposition ou du pouvoir, interrogés, ont indiqué ne pas avoir connaissance d'un tel projet en gestation. Se prononçant sur la procédure de dépôt d'un avant-projet de loi, le député Tilkouét Dah Sansan explique que « L'auteur du projet, dépose son texte dans sa chambre auprès du secrétaire général. Celui-ci se charge de le transmettre à l'exécutif qui transmet une copie à l'autre chambre. Une programmation se fait ensuite afin que le porteur du projet puisse statuer. » Même s'il se dit très confiant de voir ce projet passer haut les mains dans les deux chambres (sénateurs et députés), les choses ne s'annoncent pas pour autant assez simples. Ce projet de loi qui pourrait mettre hors-jeu tous ceux qui ont plus de 75 ans, dans toutes les fonctions politiques, est une proposition inédite et soulève des questions. Qu'est ce qui est reproché aux séniors ? Les chasser de l'espace politique est-il une solution au mal ivoirien ? Ce projet de loi ne porte-il pas en lui des germes d'un conflit de générations s'ouvre ? Ne vise-t-il pas à exclure d'office des candidats de la course? Pour Assalé Tiémoko, la réponse est simple. « Toute constitution porte en elle de l'exclusion. » Un avis que ne partage pas l'historien Arthur Banga qui pense que ce serait « amputer les plus de 75 ans de leur citoyenneté en leur interdisant un droit civique.» Expliquant que le monde compte plusieurs présidents de plus de 75 ans dont celui des Etats-Unis d'Amérique, Jo Biden, il estime qu'il ne faut nullement « imposer un âge pour s'engager en politique. » partageant les mêmes avis avec certains députés de l'opposition, il estime que si tous les ans une modification de la constitution doit intervenir pour régler « un problème ponctuel » ce serait un échec car celle-ci ne pourra jamais être « impersonnelle ».

> **« La tendance majoritaire est que les ivoiriens sont fatigués de ces histoires de trois leaders et les députés le savent également. »**

Repères

L'âge des potentiels candidats en **2025**.

Henri Konan Bédié : **91 ans** en **2025**.

Alassane Ouattara : **83 ans** en **2025**.

Laurent Gbagbo : **80 ans** en **2025**.

Conflit de générations Il est clair pour certains que ce qui joue est un conflit de générations. Au PDCI, Jean Louis Billon en fait son cheval de bataille mais se retrouve déjà confronté à une levée de bouclier. Au sein de la gauche, le conflit entre Pascal Affi N'Guessan et Laurent Gbagbo trouve une source dans ce passage de flambeau. Au sein du RHDP, les interrogations ne manquent pas. Qui pour succéder à Alassane Ouattara ? Ce ne sont pas les noms qui manquent sur la table mais l'avenir dans chaque camp reste assez flou sans le « leader charismatique ». Pour certains observateurs, il faudra qu'à l'image d'Emmanuel Macron, ou encore comme au Sénégal avec Macky Sall, les jeunes générations aient le courage d'affronter dans les urnes les seniors. Mais autant l'âge de la majorité pour prendre part au vote est de 18 ans, autant l'âge minimum pour être candidat à la présidentielle est de 35 ans, certains estiment qu'il serait plus correct d'avoir un âge limite pour être candidat à la présidentielle. « Si l'on s'en tient à ce que propose Assalé Tiémoko, il est clair que tous ceux qui ont plus de 75 ans ne devront plus prétendre à un poste que ce soit à la tête d'une institution ou encore à un poste électif. Cela ne repose sur aucune logique » pense le sociologue Rodrigue Koné. Mais, déjà en début d'année 2021, le chef de l'État, Alassane Ouattara indiquait que « les réformes institutionnelles vont se poursuivre cette année pour consolider davantage l'État de droit et rapprocher les institutions des concitoyens». Mais au sein de l'opposition proche de Laurent Gbagbo, l'on voit d'un mauvais œil cette manœuvre. Et c'est pourquoi certains de ces cadres mettent en garde le pouvoir contre une réforme constitutionnelle qui limiterait l'âge des candidats, ce qui pourrait avoir pour effet d'éliminer de la course ses rivaux historiques, dont leur champion, Laurent Gbagbo. Dans un contexte de renouvellement de la classe politique, les jeunes souhaitent avoir de plus en plus de places dans leurs différents partis. Ce qui sonne comme la fin d'une génération qui, depuis une trentaine d'années, monopolise et cristallise le débat politique. Après le rendez-vous manqué de 2020, certains haussent de plus en plus le ton. Le débat sans cesse reporté, finira surement par s'imposer dans chaque parti et il faudra du cran aux « jeunes loups » pour imposer leur vision et remporter la bataille face à des seniors qui ne comptent pas se laisser faire.■

3 QUESTIONS À

ASSALÉ **TIÉMOKO**
député

1 Pour ce projet de loi, est-ce une initiative personnelle ou elle repose sur une volonté de plusieurs parlementaires ?

C'est d'abord une initiative au départ était personnelle. Mais avec l'évolution de la situation, elle sera finalement portée par plusieurs députés.

2 Vous semblez être confiant pour le vote de cette loi, d'où tirez vous cette assurance ?

C'est très souvent les minorités qui font l'histoire, la situation d'aujourd'hui majoritaire de ce pays est que les ivoiriens sont fatigués et les députés qui les représentent savent que les ivoiriens sont fatigués. C'est vrai que les gens ne s'expriment pas publiquement sur la question mais si vous les interrogés en petits comités, ils sont largement majoritaires, d'autant plus que les députés du parlement sont tous unanime pour qu'on en finisse avec cette histoire de crise perpétuelle qui se produise tout temps.

3 Est-ce qu'on ne dira pas que cette révision vise à exclure des candidats ?

R : Ce n'est pas le président qui fait la proposition de loi, ce sont des députés qui sont responsables de cela et s'est même écrit dans la constitution que les députés ont cette possibilité. Il faudrait le dire ouvertement une constitution écarte toujours des personnes.■

GUILLAUME SORO ET CHARLES BLÉ GOUDÉ : DESTINS CROISÉS

Après avoir gravi les échelons à l'ombre d'Alassane Ouattara et de Laurent Gbagbo après leur passage à l'université, les ex leaders estudiantins Charles Blé Goudé et Guillaume Soro s'interrogent sur leur avenir et sont partagés entre espoir d'un avenir meilleur et doutes sur leur devenir.

KHALIL HENDRIX KONE

Charles Blé Goudé et Guillaume Soro sont pour l'instant hors-jeu.

En exil malgré sa libération par la CPI et le retour de son mentor au pays, Charles Blé Goudé montre de plus en plus des signes d'impatience pour revenir en Côte d'Ivoire. Il souhaite participer activement, et sur place désormais, au débat politique. De l'autre côté, Guillaume Soro, en exil depuis bientôt trois ans et condamné à perpétuité, espère un retour au pays plus rapide que ne le lui promettent ses contradicteurs. Le contexte politique est en mouvement et le passage de flambeau à une autre génération s'impose à tous les partis et à toutes les tendances. Les deux leaders, qui se sont éloignés de leurs mentors et d'une base politique acquise à l'ombre de ces derniers, ne veulent pas rester en marge de ce changement.

En embuscade Positionnés un moment donné comme des héritiers putatifs, les deux personnalités ont fini par s'éloigner d'un destin tout tracé et à construire, le leur. Bien sûr, avec une partie de l'héritage de leurs référents politiques d'hier, mais ils sont conscients qu'ils doivent tracer désormais propre leur chemin. Ils auront en face, et pas comme alliés, d'anciens amis et camarades avec lesquels ils ont partagé une partie de leur vie politique. Ils n'ont pas de virginité dans l'espace politique et, au-delà de la bataille que se livrent les partis politiques traditionnels (RHDP, FPI, PDCI), se joue entre eux un autre combat. Le leur cette fois, après celui qu'ils ont mené l'un contre l'autre entre 2000 et 2010. Pendant que les guerres de succession et de positionnement font rage, Charles Blé Goudé et Guillaume Soro espèrent en profiter pour avancer leurs tentacules et se construire une base solide chez les plus jeunes. Un rapprochement entre eux deux n'étant pas à l'ordre du jour, chacun devra se « faire » en marchant sur les plates-bandes de « son ex mentor ». Et c'est là que la partie s'annonce exaltante pour chacun. Si Guillaume Soro a déjà officiellement fait sa rupture avec le RHDP et que des nuages brouillent ses relations avec le PDCI, Charles Blé Goudé marche encore sur des œufs. Se disant non concerné par le nouveau projet politique de Laurent Gbagbo, il se trouve désormais face à une famille de gauche partagée entre Simone, Affi et Gbagbo. Les jeux d'alliance s'annoncent corsés pour les deux hommes, qui pensent que 2025 est la bonne année.■

LE DÉBAT

Êtes-vous pour la limitation d'âge en politique à 75 ans ?

KADER KONATÉ
AGENT DE BANQUE

POUR

Je suis d'accord pour une limitation d'âge parce qu'à un certain âge il est difficile de gérer efficacement et de s'acquitter des prérogatives de la fonction qui demande beaucoup d'effort. Au-delà de 75 ans, l'on se retrouve avec un président qui délègue des tâches qui devaient être faites par lui-même. La Côte d'ivoire à un fort besoin de changement, vivre une nouvelle ère politique, à un certain moment il faut passer la main aux plus jeunes. Cela aura pour effet également de rajeunir la classe politique ivoirienne et de permettre à plusieurs leaders d'exister et d'apporter leurs expertises dans la gestion des affaires politiques et surtout à la tête des institutions nationales.

CONTRE

ARTHUR BANGA
HISTORIEN

Je suis contre le fait qu'on donne un âge de retraite en politique. Déjà, la retraite c'est un droit social qu'on ne peut confondre avec le droit de citoyen, essence même de la démocratie. Si on s'est battu pour les retraites, c'est amputer les plus de 75 ans de leur citoyenneté en les interdisant un droit civique. Pourquoi vouloir imposer un âge pour s'engager en politique. La démocratie est belle parce que c'est le peuple qui décide. Pourquoi lui limiter son choix ? Pourquoi ne pas lui faire confiance sauf si on estime ce peuple impotent d'un point de vue cervical. Si tous les ans nous modifions la constitution, elle ne pourra jamais devenir une référence.

SIMONE GBAGBO : QUITTE OU DOUBLE

Après s'être accrochée au navire malgré les vagues qu'elle recevait en plein visage, Simone Ehivet Gbagbo pourrait voler de ses propres ailes. En abandonnant le FPI et Laurent Gbagbo, dont elle a toujours été l'autre face de la médaille, elle jouera gros.

ANGE STÉPHANIE DJANGONE

Simone Gbagbo hésite encore malgré les incessants appels de pied de ses proches.

Simone Gbagbo va-t-elle faire le pas décisif ? Tous les regards se tournent désormais vers celle dont le parcours politique est intimement lié à la personne de Laurent Gbagbo. Les deux leaders politiques ne sont plus sur la même longue d'onde et si elle a dénoncé la démarche de ses « anciens camarades » de ne pas l'associer aux rencontres en vue de la création d'un nouveau parti, on lui attribue des intentions. La rupture est certes consommée, mais entre une retraite politique et la création d'un parti à elle, Simone Gbagbo reste encore partagée.

> ***« Simone ne songe pas prendre sa retraite politique de sitôt, encore moins dans ce contexte. »***

Décisif ? Retranchée avec une poignée de fidèles, Simone Ehivet étudie les différentes options sur la table. À 72 ans, même si elle a toujours rêvé d'un destin présidentiel, elle sait que ses chances pour y parvenir sont de plus en plus minces. L'âge n'est plus un atout (elle aura 76 ans en 2025). Mieux, elle n'a plus son mari, ce jadis « grand allié », auprès d'elle et est presque désargentée. S'engager dans la création d'un nouveau parti politique dans le contexte actuel ne lui serait pas profitable, selon certains de ses proches. « Elle n'en a pas besoin » assure notre source. Mais elle reste prudente en affirmant que « pour l'heure rien n'est à exclure ». Mais Simone ne songe pas prendre sa retraite politique de sitôt, encore moins dans ce contexte. Si certains vont jusqu'à parler de contacts entre ses équipes et Charles Blé Goudé et entre elle et Ahoua Don Melo, ils précisent qu'elle ne souhaite pas faire chemin seule. Elle pourrait dans ce cas compter sur certaines figures de la gauche ivoirienne avec lesquelles elle pourrait faire un test de popularité lors des élections locales, prévues pour dans deux ans. Il s'agira, selon les défenseurs de cette thèse, de mettre sur pied un regroupement politique de partis de la gauche qui n'adhèrent pas au projet de « fusion - absorption » que leur propose Laurent Gbagbo. Avec autant de cartes en main, Simone avance à pas feutrés, consulte beaucoup son entourage et laisse peu filtrer sa vision des choses.■

EN BREF

NOUVEAU PARTI : DES « NON » À LAURENT GBAGBO

Alors que le comité d'organisation travaille pour la tenue du congrès constitutif d'un nouveau parti dirigé par Laurent Gbagbo, l'on apprend de sources proches que certains partis approchés par Laurent Gbagbo refusent de le suivre dans la création d'un nouveau parti. Il s'agit entre autres de l'URD de Danielle Bony Claverie et du RPP présidé par Gnonzié Ouattara et du COJEP de Charles Blé Goudé.

DROIT DE L'HOMME : LE CNDH RENDRA PUBLIC SON RAPPORT ANNUEL 2020

Le conseil national des droits de l'homme (CNDH) remettra son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme le mardi 21 septembre. Ce rapport sera reçu au ministre auprès du Président de la République en charge des relations avec les institutions de la République, Gilbert Kafana Koné. Après cette remise, le CNDH fera le même exercice avec la chambre basse et la chambre haute du parlement ivoirien. Ce rapport, comme chaque année, devrait retracer la situation des droits de l'homme dans tous les domaines de la vie de la nation ivoirienne.■

RHDP Vers la nomination d'un Président du directoire

Le poste de Président du directoire du RHDP est vacant depuis le décès d'Amadou Gon Coulibaly, en juillet 2020. Depuis le début des débats sur la réforme du parti présidentiel, ceux qui se disaient favorables à la suppression de ce poste changent de plus en plus d'avis. Et pour cause! Selon des sources proches de la présidence du RHDP, quelques noms sont déjà sur la table. Il s'agit de Patrick Achi, en pole position, et à des degrés moindres d'Ibrahim Cissé Bacongo et de Kandia Camara. La nomination du Premier ministre à ce poste devrait mettre fin à une guerre de leadership au sein du parti. En effet, Patrick Achi est de plus en plus confronté à des querelles de position face à Adama Bictogo, Directeur exécutif et cheville ouvrière du parti présidentiel. Mais des têtes fortes comme Gilbert Kafana Koné feront des mains et des pieds pour avoir leur mot à dire dans cette nouvelle nomenclature. Le poste de Directeur exécutif pourrait également trouver un autre preneur face à la « superpuissance » dans laquelle s'installe de plus en plus Adama Bictogo. Position qui lui permet d'ailleurs d'avoir une grande influence sur des cadres du parti, notamment certains ministres, des députés mais aussi les directeurs généraux de plusieurs sociétés d'État. On peut le dire, la bataille pour la succession d'Alassane Ouattara est de plus en plus corsée au sein de son parti. ■

A.S.D.

YOUSSOUF **DIABY**

Vers de nouveaux horizons

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ

Compagnon de longue date de Charles Blé Goudé, Youssouf Diaby, après avoir été démis de ses fonctions au COJEP, a décidé de quitter définitivement ce dernier pour d'autres horizons.

Le mardi 17 août, Charles Blé Goudé mettait fin aux fonctions de Youssouf Diaby comme Directeur de cabinet et porte-parole. Presqu'un mois jour pour jour après, ce dernier, dans une missive, a décidé de quitter définitivement le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP). Une séparation qui met également en exergue les relations froides entre Charles Blé Goudé et celui qu'il a toujours présenté comme son référent politique, Laurent Gbagbo.

Dos à dos Dans sa lettre de démission du COJEP, Youssouf Diaby met en avant des raisons politiques et idéologiques. Après avoir rappelé plusieurs étapes de leur collaboration, fondées sur la « ligne politique de Laurent Gbagbo ». C'est pourquoi, dit-il, il ne comprend pas les hésitations de Charles Blé Goudé à répondre favorablement à l'appel de l'ex chef de l'État à « un rassemblement pour un pacte nouveau ». Mais, pour Charles Blé Goudé, la page de sa collaboration avec celui qui fut son compagnon pendant plus de 15 ans est déjà tournée. Selon des proches des deux hommes, la principale raison du divorce se trouve surtout dans l'avenir du COJEP. Là où Charles Blé Goudé songe à se positionner sur le long terme, Youssouf Diaby militait pour que le COJEP rejoigne le nouveau parti en gestation. Désormais, celui que se présente comme un expert en finances des marchés financiers, sociologue et expert en communication et ressources humaines, ne veut pluss être en reste de la nouvelle dynamique au sein de la gauche. Et cet ancien syndicaliste ne compte pas non plus jouer les seconds rôles dans sa nouvelle destination. « Il y a de la place à occuper et Youssouf Diaby le sait. Le grand nord reste une vaste zone à conquérir et il devrait pouvoir y jouer un rôle important, notamment dans la zone nord-ouest (Odienné, région du Kabadougou), sa région natale ». Mais la tâche ne sera pas du tout facile. Car cette zone est un bastion du RHDP au pouvoir. Et Diaby, qui a passé près de dix ans en exil, est conscient qu'il lui faudra en plus du courage, de la détermination et de la patience. Mais il ne crachera pas non plus sur une proposition de poste au niveau central. En attendant que tout cela se précise, il multiplie les rencontres avec les fondateurs du nouveau parti afin de jouer sa partition entièrement.■

1er HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS
- LA CROISETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX
- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES
- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS
- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

MONNAIE : LE NAIRA ET LE CEDI DÉVISSENT FACE AU CFA

En attendant l'Eco, le naira Nigérian et le cedi Ghanéen dévissent face au Franc Cfa selon les données de la BCEAO sur la période allant de juillet 2020 à juillet 2021.

RAPHAËL TANOH

Le projet de la **monnaie unique** reste encore un vaste chantier.

Selon les données du dernier bulletin mensuel des statistiques de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) allant de la période de juillet 2020 à juillet 2021, le franc CFA ouest-africain (XOF) est passé de 1,9 le naira à 1,3 F CFA. Sur la même période, le FCFA se négociait à 95 cedis ghanéen en juillet 2021, contre 111 GHC un an auparavant.

Supériorité Principales économies de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nigeria et le Ghana sont les pays les plus actifs dans les échanges dans la région et entretiennent des fortes relations commerciales avec leurs voisins de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En exemple, le premier représente à lui seul environ 76% des échanges selon les données officielles de la CEDEAO, suivi du Ghana (9,2%) et la Côte d'Ivoire (8,64%), selon les chiffres de la CEDEAO. Le montant des échanges commerciaux de la région se chiffre en moyenne à 208,1 milliards de dollars, les exportations sont estimées à environ 137,3 milliards de dollars et les importations, à près de 80,4 milliards de dollars.

*Taux d'échanges : **208,1 milliards** de dollars*

*Monnaie de la région : **8***

Diversité En attendant la mise en œuvre de l'Eco, en dehors des huit pays de l'UEMOA qui partagent le franc CFA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), chaque pays de la CEDEAO dispose de sa monnaie : le cédi au Ghana, le dalasi en Gambie, le dollar libérien au Liberia, le franc guinéen en Guinée, le leone en Sierra Leone, le naira au Nigeria, et l'escudo au Cap-Vert. Des monnaies qui ne sont pas convertibles entre elles, ce qui rend chers les échanges. Pour rappel, la région ambitionne la mise en place d'une monnaie unique dénommée l'Eco. Le processus devait aboutir, en juillet 2020, à son lancement lorsque survint la pandémie, puis, en septembre de la même année « à une date ultérieure ». Ce, en raison de « certains développements intervenus au cours de la période récente », selon le rapport annuel 2020 de la BCEAO. La non réalisation des conditions d'entrée en phase de stabilité fixées à fin 2019.■

EN BREF

CACAO : LA LISTE DES SOCIÉTÉS POUR L'EXPORTATION CONNUE

Comme chaque année, le Conseil du café cacao (CCC) a publié la liste des sociétés commerciales et coopératives agréées pour l'exportation de cacao et de café pour la campagne 2021/22 qui démarrera le 1er octobre. Les sociétés commerciales sont au nombre de 57 et 37 coopératives, soit un total de 94 entités. Elles étaient 91 en 2020/21, 72 en 2019/20, 77 en 2018/19 et 72 la précédente (soit une Hausse de 26% du nombre de licences d'exportation du cacao). Pour le mois d'août, se sont 54 000 tonnes de fèves qui ont été broyées, soit une hausse de 20% par rapport à août 2020. Ceci porte à 506 000 t le volume de cacao broyé depuis le début de la campagne, le 1er octobre 2020, ce qui représente une baisse de 1,5% par rapport à la même période la campagne dernière. Ces chiffres portent sur l'activité des six plus grandes unités du pays sur un total de 12. Rappelons que la capacité de broyages du pays est de 712 000 t, la Côte d'Ivoire rivalisant chaque année avec les Pays-Bas pour la place de premier transformateur mondial de fèves.■

Produits pétroliers Le Libéria va faire son marché en Côte d'Ivoire

Le Liberia sollicite auprès de la Côte d'Ivoire, un approvisionnement en produits pétroliers, notamment de l'essence, du gasoil et du bitume. Dans ce cadre, une délégation libérienne, a été reçue à Abidjan le mardi 14 septembre par le ministre ivoirien en charge des Mines, du pétrole et de l'énergie, Thomas Camara, pour définir le protocole de cette coopération. « La demande que cette délégation est venue faire, c'est de pouvoir bénéficier de la production de produits pétroliers en Côte d'Ivoire pour l'approvisionnement du Liberia » explique Thomas Camara. « Nous avons exprimé notre satisfaction dans la mesure où la Société ivoirienne de raffinage (SIR) et la Société multinationale de bitume sont deux raffineries qui fonctionnent à merveille », dit Thomas Camara, assurant que les deux raffineries sont au plein de leur forme. Pour le premier responsable des mines, du pétrole et de l'énergie, la Côte d'Ivoire est en mesure de répondre à cette demande et de leur fournir des produits raffinés provenant de la SIR et de la SMB. « En ce qui concerne la SMB, ça sera le bitume et concernant la SIR, ça sera les produits pétroliers classiques», mentionne-t-il, relevant que pour satisfaire cette demande, les parties ont envisagé deux conventions. Une première de haut niveau interviendra entre les ministères en charge de l'Énergie et du Pétrole des deux pays qui expriment la volonté des deux gouvernements de collaborer. La deuxième définira les éléments techniques entre les opérateurs techniques notamment.■

ANTHONY NIAMKE

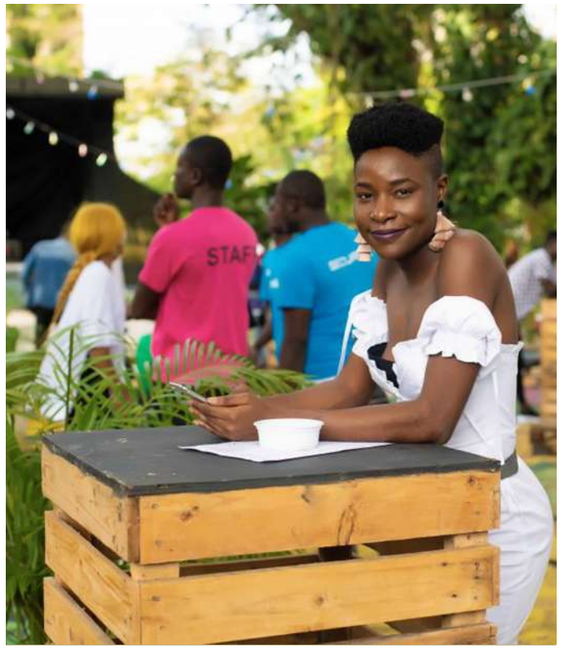
« Apéro Abidjan » Aurore Aoussi veut dynamiser les soirées festives

Des finances à la mode, Aurore Aoussi se trouve une nouvelle vocation après des études en Marketing et commerce : l'Apero. Elle décide donc d'allier sa formation à son passe-temps préféré, les soirées entres amis, jusqu'à la création de sa startup dénommée, « Apero Abidjan ».

ANTHONY NIAMKE

Partie en France après l'obtention de son Bac série ES en 2007, Aurore poursuit une formation en finance. Après deux ans d'études, elle se penche vers la mode. Mais très vite elle ne se sent pas dans ce monde. Elle décide de ne plus en faire sa vocation. Elle remet son cartable d'école, cette fois-ci en Marketing et Commerce. Forte de quelques succès et échecs académiques et professionnels, elle reprend le chemin vers la Côte d'Ivoire. Une fois au pays, elle commence à travailler en tant que Consultante Marketing Numérique pendant neuf mois dans une entreprise de la place. Elle semble bien s'y plaire, jusqu'en septembre 2017, où elle décide de mettre en place sa propre startup, « Apéro Abidjan » qu'elle infuse depuis de glamour et de dynamisme.

Solutionner les soirées «Apéro Abidjan » est une entreprise ivoirienne spécialisée dans la livraison de boissons à domicile. L'idée lui est venue à l'issue d'une soirée à laquelle elle a participé et durant laquelle quelques boissons, dont ses préférées, avaient fait défaut. Utilisant un service de livraison de boissons à domicile lorsqu'elle était en occident, elle a eu un réflexe, celui de commander en ligne. Mais grande fut sa surprise de savoir qu'il n'existait pas de proposition similaire en Côte d'Ivoire. Alors, elle s'est posé la question : « Pourquoi ne pas mettre en place un tel service, pour assurer la livraison de nourriture, de boissons, de biens mobiliers, etc. ? » « Apéro Abidjan » livre des packs qui comprennent des boissons, glaçons et snacks. Les livraisons se font dans une durée maximale d'une heure. Ciblant une catégorie de personnes, « Apéro Abidjan » est en pleine croissance malgré la menace concurrentielle de grand groupe de vente en ligne.■



Aurore Aoussi entend donner une autre image des nuits abidjanaises avec sa start-up.

SITUATION DES HANDICAPÉS : LE BILAN À LA LOUPE

Créée le 12 mars 2012, la Confédération des organisations des personnes handicapées de Côte d'Ivoire (COPHCI) parle aujourd'hui au nom de toutes les personnes handicapées du pays, par types de handicap et par besoin spécifique. Dans cet entretien, son Président, Aboubacar Koné, fait le bilan de ses actions.

Interview réalisée par Raphaël TANOH

Koné Aboubacar demande un soutien plus accru des handicapés.

Quelle est la situation des personnes handicapées en Côte d'Ivoire ?

Après 2011 - 2012, il faut dire que la situation des personnes handicapées a évolué positivement. Depuis 2015 notamment, le gouvernement a fait beaucoup d'efforts pour leur insertion. Il y a eu le recrutement dérogatoire à la Fonction publique que nous saluons. Il avait été arrêté en 2008 mais a repris en 2014. Avant 2008, il y avait 600 personnes handicapées à la Fonction publique. En 2014 - 2015, le gouvernement en a inséré 300 et en 2018 158. En 2019, 200 ont été recrutées. Pareil pour 2020 et 2021.

Ce recrutement est-il significatif ?

Il est salutaire. Toutefois, nous souhaitons que l'État augmente le nombre de postes budgétaires attribuées aux personnes handicapées diplômées. Il y a 200 postes pour plus de 1 000 postulants. C'est très faible et les personnes handicapées diplômées sont très peu comparées à celles qui n'ont pas de diplômes. Elles représentent 2 à 3% du total.

Les personnes handicapées qui entrent à la Fonction publique sont-elles bien intégrées ?

Les échos qui nous parviennent ne sont pas toujours réjouissants. Les Directions des ressources humaines (DRH) qui accueillent les handicapés dans leurs services sont en général hésitantes à leur égard. Beaucoup restent longtemps sur le carreau, sans poste et il faut l'intervention de la Direction de la promotion des personnes handicapées pour leur en trouver un.

Diriez-vous que c'est une sorte de discrimination ?

Sur quelle base affecte-t-on les autres fonctionnaires alors que nous passons un à deux ans sur le carreau ? Les DRH nous disent parfois qu'ils n'ont pas besoin de nous.

Concernant le secteur privé, existe-t-il une véritable politique d'insertion des handicapés ?

Non, pas encore. Nous avons fait un plaidoyer pour que le privé prenne le relais de l'État, mais rien ne bouge.

> **« Les DRH nous disent parfois qu'ils n'ont pas besoin de nous. »**

Combien de personnes handicapées y a-t-il en Côte d'Ivoire ?

Selon le dernier recensement effectué par l'Institut national de la statistique (INS), en 2014 le pays comptait 453 453 personnes handicapées.■

ÉCHOS DES RÉGIONS

MANKONO : LES PARENTS D'ÉLÈVES INVITÉS AU RESPECT DU CALENDRIER SCOLAIRE

Les parents d'élèves de Mankono (région du Béré) ont été invités, mardi 14 septembre par les responsables locaux de l'Education nationale et de l'Alphabétisation au respect scrupuleux du calendrier scolaire pour que les cours puissent débuter dans le temps afin d'achever les programmes. « Le ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation a choisi la date du 13 septembre comme premier jour d'école, il faut la respecter », a exhorté, le proviseur du lycée moderne de Mankono, Mamadou Chérif. Pour M. Chérif, des parents d'élèves n'ont pas encore passé le cap de l'inscription physique pour que leurs enfants soient dans les 31 salles de classe qui devront accueillir 3 200 élèves. « Il n'y a pas une école pour Mankono, il n'y a pas une école pour le reste de la Côte d'Ivoire. Tout le monde doit commencer ensemble si nous voulons donner les mêmes chances à nos enfants » a, pour sa part, souhaité le directeur régional de l'Education nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) de Mankono, Bernard Ziriga.■

EN BREF

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : APPELLE À CONTRIBUTION DES INSPECTEURS GÉNÉREUX

La ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto, a appelé à la mobilisation des inspecteurs généraux, le mardi 14 septembre dans la lutte contre la corruption dans l'administration publique. En compagnie du ministre de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la corruption, Epiphane Zoro Bi Bi, Elle demande une mobilisation commune afin de lutter contre cette gangrène. D'élaborer des outils de promotion de l'éthique, de déployer des programmes de formation et d'information des agents de l'Etat sur l'éthique et ses enjeux afin de faire émerger les bonnes pratiques de gestion.

PRÉPARATION DE LA COP26 À GLASGOW : PRÉPARATION D'UN FORUM NATIONAL DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À ABIDJAN

Le coordonnateur de projet de la société civile du GGGI Charles Baimey, a annoncé le mardi 14 septembre qu'un forum national des acteurs de la société civile sur le climat se tiendra le 30 septembre 2021 à Abidjan sous le thème « de Paris à Glasgow, quelle contribution et recommandations des organisations de la société civile ? ». Plus de 150 participants constitués des OSC prendront part à cet événement placé sous la présidence du Ministère de l'Environnement et du développement durable. Par ailleurs, il a soutenu qu'à cette rencontre, « les OSC sortiront avec la déclaration des organisations de la société civile dans le cadre de la COP et soumettront leurs recommandations, leurs points de vue la perspective dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques ». ■

CORÉE DU NORD : UN NOUVEAU MISSILE INQUIÉTANT

Après les essais d'un nouveau type de missile par la Corée du Nord, ses voisins et les États-Unis tentent de contenir « la menace ».

Boubacar Sidiki HAIDARA

La **Corée du Nord** continue de fouler au pied les mises en garde.

Les émissaires du Japon, des États-Unis et de la Corée du Sud chargés du nucléaire se sont rencontrés le 14 septembre à Tokyo pour discuter de la façon de freiner les programmes nucléaire et de missiles de la Corée du Nord. Ils ont convenu que « le dialogue et la diplomatie étaient urgents pour accomplir la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne », a déclaré Noh Kyu-duk, le ministère sud-coréen des Affaires étrangères, selon Reuters. La Corée du Nord a effectué durant le week-end du 12 septembre des tirs d'un nouveau missile de croisière longue portée. Pour le Pentagone, « cette activité souligne le développement continu par la Corée du Nord de son programme nucléaire et les menaces que cela fait peser sur ses voisins et la communauté internationale ». Le Japon avait réagi peu de temps après, se disant très préoccupé. Un missile d'une telle portée «présenterait une menace pour la paix et la sécurité du Japon et de la région alentour », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Katsunobu Kato. Fin août, le ministre de la Défense japonaise avait fait part de son intention de demander au Parlement de voter pour l'exercice fiscal démarrant le 1er avril 2022 un budget de 5 480 milliards de yens, plus élevé que les 5 300 milliards finalement approuvés pour l'exercice en cours. « Le contexte de sécurité entourant notre pays s'aggrave à une vitesse sans précédent », a noté le ministère nippon, qui prévoit avec cet argent de construire plusieurs navires militaires, d'acquérir des avions de chasse et d'améliorer les capacités défensives du pays dans l'espace, entre autres, pour contrer la Chine et la Corée du Nord, selon de nombreux experts. Selon KCNA, l'agence de presse gouvernementale nord-coréenne, ces tirs représentent une « arme de dissuasion» destinée à « contrer les manœuvres militaires des forces hostiles ». Une référence à son plus proche voisin, la Corée du Sud, qui a annoncé il y a quelques jours un tir d'essai de missile mer-sol balistique stratégique de sa propre fabrication. Sous le coup de sanctions de la communauté internationale, Pyongyang intensifie pourtant ses essais. Selon l'Initiative contre la menace nucléaire, le pays a lancé pas moins de 83 missiles de janvier 2016 à mars 2021.■

Zimbabwe Où ira le corps de Mugabe ?

Deux ans après son décès, l'ancien président du Zimbabwe Robert Mugabe est toujours au centre des débats. Dernier en date : l'exhumation de sa dépouille, qui se trouve dans son village natal, réclamée par un chef traditionnel local et approuvée par la justice. La famille de Mugabe, qui est resté au pouvoir 37 ans, conteste cette décision. 3 de ses enfants ont déjà engagé un avocat pour faire annuler le jugement. Le 21 septembre, ce sera au tour de sa veuve Grace Mugabe de défendre la position de la famille devant les tribunaux et demander que la tombe reste en l'état. Le chef coutumier estime que la sépulture de Mugabe n'est pas conforme aux traditions et qu'il devrait être enterré au cimetière des Héros de la Nation à Harare. Mais outre la question purement traditionnelle, certains voient dans le transfert de la dépouille une tentative de récupération politique. En 2019, la famille avait engagé un bras de fer avec le gouvernement d'Emmerson Mnangagwa, successeur de Mugabe, qui avait participé à sa destitution avec l'appui du parti unique, la Zanu-PF. Au-delà de l'issue judiciaire de cette bataille, il faudra accéder à la dépouille. Pour éviter toute profanation, le cercueil a été recouvert d'acier et de fer et enfermé sous 1,83 m de béton renforcé, détaille le Sunday Times.■

B.S.H.

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

RUSSIE : VLADIMIR POUTINE EN QUARANTAINE

Le Président russe Vladimir Poutine va se placer à l'isolement après la découverte de contaminations par le coronavirus dans son entourage, a annoncé le Kremlin mardi. Il ne se rendra donc pas au Tadjikistan pour des réunions portant sur la sécurité régionale, a ajouté la présidence russe. Dmitri Peskov, porte-parole du chef d'État, a assuré que Vladimir Poutine, qui est vacciné, était en « parfaite santé ». « L'isolement n'affectera pas directement le travail du Président, mais désormais il n'y aura pas d'événements à temps plein pendant un certain temps », a-t-il indiqué. Le Kremlin a ajouté que le chef de l'État russe n'allait pas, du fait de son auto-isolement, participer ce vendredi en personne à un sommet régional de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui regroupe d'ex Républiques soviétiques, au Tadjikistan. Âgé de 68 ans, Vladimir Poutine s'était fait vacciner en mars loin des caméras contre le coronavirus à l'aide du Sputnik V. Il n'a repris que récemment ses voyages en Russie et ses rencontres en public, travaillant essentiellement par vidéoconférences. ■

Y.A.

ASEC MIMOSAS : BATTRE TEUNGUETH FC POUR ACCÉDER AU SECOND TOUR

En battant le 11 septembre dernier la formation sénégalaise Teungueth FC sur ses propres installations, à Thiès, dans le cadre du premier tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football, l'ASEC Mimosas a pris une sérieuse option pour le second tour. Cependant, les hommes de Julien Chevalier devront confirmer ce dimanche 19 septembre 2021 lors du match retour contre l'équipe sénégalaise au stade d'Ebimpé d'Abidjan.

ANTHONY NIAMKE

L'**ASEC Mimosas** est à 90 minutes de jeu de sa qualification au second tour des préliminaires de la Ligue des champions africaines.

En déplacement au Sénégal pour la phase aller des préliminaires de la Ligue des champions, l'ASEC Mimosas d'Abidjan s'est imposé face à la formation sénégalaise de Teungueth, le 11 septembre 2021 à Thiès, sur le score de 1 but à 0. Une très belle opération pour le commando de l'entraineur Julien Chevalier, qui compte bien poursuivre sur cette lancée. Une victoire à l'extérieur qui pour les Jaune et Noir démontre leur engagement et leurs nombreux atouts. Des acquis qu'ils devront davantage mettre en avant ce dimanche 19 septembre 2021, du côté du stade olympique Alassane Ouattara d'Ebimpé, pour le match retour face aux sénégalais du Teungueth FC. Une rencontre capitale que les Mimosas devront remporter s'ils espèrent poursuivre la compétition.

Maintenir la cadence À Thiès, lors du match aller, le commando Jaune et Noir a su relever le niveau de son jeu face à son adversaire. La solidarité et la concentration étaient de mise au cours de cette rencontre, en contenant les assauts des Sénégalais dans tous les compartiments de jeu. Ce rythme, la bande à Julien Chevalier devra le maintenir ce dimanche 19 septembre pour le match retour contre leur adversaire sénégalais, qui ne viendra pas faire de la figuration. L'ASEC Mimosas devra s'appliquer plus encore dans les différents compartiments de jeu, car ce petit score d'un but à zéro peut-être remonté rapidement. Les hommes du Président Me Roger Ouegnin devront ajouter beaucoup de prudence à leur football, en évitant au maximum certaines fautes. L'enjeu étant grand, cette rencontre s'annonce très engagée pour les deux équipes, qui nourrissent chacune l'ambition d'accéder aux moins aux phases de poules de la Ligue des champions. L'ASEC Mimosas devra faire attention au Teungueth FC qui fera tout son possible pour accéder à ce niveau de la Ligue des champions. Et il se donnera tous les moyens pour y accéder.■

Boxe Youssouf Doumbia va défendre son titre

Youssouf Doumbia espère conserver sa ceinture et continuer de reigner sur la boxe ivoirienne.

Le champion intercontinental IBA (International boxe Association), l'Ivoirien Youssouf Doumbia, mettra sa ceinture en jeu le 2 octobre prochain face à l'Italien Francesco Lezzi au cours de l'Acte 2 du gala international de boxe « Le choc des Titans». Selon le promoteur de cet évènement, Jhimmy Ismaël Traoré, ce gala vise à relancer et à promouvoir la boxe en Côte d'Ivoire, à poser des actions en faveur de la jeunesse ivoirienne et à vendre la destination Côte d'Ivoire à travers le noble art. Le Président de la Fédération ivoirienne de boxe (FIB), Arthur Boua, a marqué son adhésion car ce gala s'inscrit parfaitement dans sa vision. « Dans notre vision stratégique, on essaie de mettre en avant la boxe professionnelle, qui est la locomotive de la discipline. Cela compte énormément pour nous ». Outre le combat vedette, quatre combats amateurs et deux combats professionnels sont prévus pour cette soirée électrique.■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Daniil Medvedev a remporté l'US Open le dimanche 12 septembre à New York en battant en finale 6-4, 6-4, 6-4 Novak Djokovic qui échoue ainsi à réaliser le Grand Chelem sur une année. Le Russe N°2 mondial, après deux finales perdues, décroche enfin son premier tournoi Majeur, empêchant du même coup le Serbe (N°1) d'établir un nouveau record en la matière, puisqu'il reste bloqué à 20 sacres, toujours à égalité avec ses éternels rivaux Roger Federer et Rafael Nadal.

Jusqu'ici parfait en championnat (3 victoires en 3 matches), **Tottenham** a subi son premier revers de la saison à Crystal Palace, samedi 11 septembre sur le score de 3 buts à 0. Amorphes puis nerveux, les Spurs n'ont jamais pu mettre Harry Kane dans les bonnes dispositions. La troupe de Patrick Vieira, elle, s'offre sa première victoire de la saison.

FESTIVAL RIRE ENSEMBLE : FAIRE OUBLIER LE 19 SEPTEMBRE

Faire du 19 septembre, date qui évoque un souvenir douloureux dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, une date de partage, de cohésion et de gaieté. C'est le pari de l'humoriste Kôrô Abou à travers Rire ensemble, dont la première édition aura lieu le 19 septembre.

ANTHONY NIAMKE

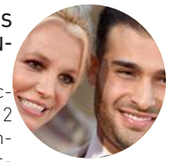
Les **humoristes** ivoiriens veulent apporter le sourire aux ivoiriens pour faire oublier cette période difficile qu'a connu le pays.

19 septembre 2002 – 19 septembre 2021. Cela fera bientôt 19 ans que la Côte d'Ivoire a connu l'un des évènements les plus douloureux de son histoire politique. Une crise politico-militaire qui va provoquer la scission du pays en deux et l'engager dans une multitude de solutions de recherche de la paix pour ramener la stabilité. Une période sombre, à jamais gravée dans les mémoires, que veulent faire oublier certains artistes. L'humoriste Abou Dramane Dramé, connu sous le pseudonyme de Kôrô Abou, veut mettre du baume au cœur des Ivoiriens, qui ont affreusement souffert de cette situation. Pour cela, il va organiser la première édition du festival Rire ensemble, du 17 au 19 septembre 2021 au Centre national des arts et de la culture (CNAC), café-théâtre sis à Treichville. Il est accompagné dans ce projet par un autre humoriste de renom, Marshall Zongo, Président de l'Association des humoristes professionnels de Côte d'Ivoire (AHPCI).

Rire pour oublier les peines Sensibiliser les populations à la culture de la paix et du partage, substituer aux douloureux souvenirs de deuil des moments de gaieté, redonner l'espoir aux populations et victimes par des œuvres artistiques et caritatives, célébrer la paix et la cohésion sociale sont entre autres les objectifs du festival Rire ensemble, qui a pour thème central « Humour et cohésion sociale ». « Cela fait trois années successives qu'on se retrouve entre humoristes dans la cour du CNAC le 19 septembre pour festoyer. Ces retrouvailles et festivités sont au fil du temps devenues une institution. Nous avons voulu en faire un véritable évènement qui consolide la paix et qui promeut la cohésion sociale. Le tout autour du rire et de la bonne humeur », explique Kôrô Abou, initiateur de l'évènement. Au menu des activités figurent des spectacles ainsi que des manifestations sportives, sociales et environnementales. « Le 19 septembre, nous ne voulons plus que ce soit une page noire dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. C'est un passé à dépasser », laisse entendre Marshall Zongo. Selon lui, ces retrouvailles ne pouvaient pas rester de simples moments festifs entre amis. Car, selon ses dires, le rôle d'un artiste est d'impacter sa société.■

INFO PEOPLE

BRITNEY SPEARS ANNONCE SES FIANÇAILLES



La chanteuse américaine a annoncé le 12 septembre ses fiançailles avec Sam Asghari, son petit ami de longue date. Britney Spears n'a été cette fois-ci sous le feu des projecteurs du fait de ses démêlés judiciaires avec son père pour mettre fin à sa tutelle, ce à quoi il s'est dit prêt la semaine dernière. L'artiste est sur le chemin de la liberté et compte bien rattraper le temps perdu avec cette nouvelle donne. Elle a publié une petite vidéo de sa bague en diamant. Il y a quelques jours, Sam Asghari, entraineur sportif, avait été aperçu dans une boutique de bijoux, laissant comprendre qu'il comptait bien passer le reste de sa vie avec la jolie Britney.

INFO PEOPLE

KANYE WEST VIRE SON INGÉNIEUR DU SON POUR RETARD

Le célèbre artiste américain Kanye West a licencié le 12 septembre sans ménagement son ingénieur du son pour un retard de deux heures. L'histoire a fait grand bruit sur la toile, à cause d'une conversation par texto entre le rappeur et son ingénieur du son qui a récemment fuité. En pleine préparation de son album Donda, Kanye West aurait viré son collaborateur sans sommation après l'avoir attendu pendant deux heures. « Tu es viré. Rentre chez toi ». L'ingénieur du son s'est confondu en excuses avant de recevoir un dernier message de Kanye West lui disant ceci : « arrête d'écrire. Va trouver Dieu». Un acte qui lui attiré de nombreuses critiques venant de ses fans.

Journal d'Abidjan L'hebdo

Directeur de publication : Ousmane DIALLO

Directeur Général : Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée : Aurélie DUPIN

Rédacteur en chef : Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général : Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro : Malick S. - Anthony N. - Raphael TANOH Yvann AFDAL - Ange S. DJANGONE - Hendrix KONE

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial : Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal :12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan.
Tél : + 225 22 01 99 99
www.jda.ci / contact@jda.ci

YUNUS voyages

AGENCE DE VOYAGE
et de tourisme

- Agence de voyage et de tourisme
- Organisation du Hadj et Umrah
- Prestation de services et divers
- Location de véhicules
- Service monétique
- Bureau de change
- Transfert d'argent
- Colonie de vacances

Contacts

Mali, Bamako	+223 76 46 58 18
Guinée, conakry	+224 62 22 58 580
Ouagadougou; Burkina Faso	+226 76 81 64 46
Abidjan, Côte d'Ivoire	+225 27 21 24 15 28 +225 01 01 35 35 36
Sénégal, Dakar	+221 77 18 62 25 25

www.yunusvoyage.com Yunus voyages yunusvoyages1@gmail.com